

Le vrai rôle des banques



Un grand quotidien alémanique titrait récemment que les banques ne peuvent pas sauver le climat. A elles seules, c'est vrai. Mais elles peuvent contribuer à la prise de conscience collective et influencer le comportement des entreprises. Encore faut-il bien comprendre le rôle d'une banque.

Yves Mirabaud
Président, Association de Banques Privées Suisses

Jeudi, 27.02.2020

Il convient tout d'abord de distinguer entre les activités de financement et celles d'investissement. Les premières consistent à lever du capital pour une entreprise ou à lui octroyer un crédit. Ces activités, dites commerciales, amènent de l'argent neuf aux entreprises pour développer leurs projets. Une banque suisse peut bien sûr renoncer à soutenir des projets nocifs pour l'environnement: Credit Suisse a par exemple décidé de ne plus financer de nouvelles centrales à charbon. Mais tant que l'on aura besoin de l'électricité qui en découle, il se trouvera d'autres banques dans le monde et surtout des investisseurs enclins à financer de tels projets.

L'autre grand type d'activités est la gestion de fortune, la spécialité des banques privées. Acheter les actions ou les obligations déjà émises d'une entreprise ne procure pas plus d'argent à celle-ci, il ne s'agit que de placer des fonds en vue d'un rendement. Or la quasi-totalité des milliards déposés dans les banques suisses n'appartient pas à celles-ci, mais à leurs clients, qu'ils soient des particuliers ou des professionnels comme les caisses de pension ou les assurances. Appeler une banque à vendre tous les titres de telle ou telle société trop polluante ne fera perdre d'argent ni à la société ni à la banque, mais bien à ses clients, tandis que les titres seront achetés par d'autres investisseurs.

Dans un cas comme dans l'autre, on voit bien que des interdictions qui ne seraient pas des standards internationaux n'auraient aucun effet positif sur le climat. Un peu comme si la Suisse interdisait aux poids lourds de la traverser: ils en feraient le tour, ce qui polluerait encore plus! Plutôt que de se donner bonne conscience en rejetant le problème sur d'autres pays, il vaut mieux accepter sa responsabilité. En restant actionnaire ou créancier d'une société trop polluante, un investisseur peut discuter avec celle-ci et la pousser vers un modèle d'affaires plus respectueux. Et vaut-il mieux alors que les investisseurs soient suisses ou américains ou chinois?

Il faut se méfier aussi des changements trop brutaux: si le monde entier avait l'interdiction de financer ou d'investir dans des sociétés pétrolières par exemple, celles-ci feraient faillite et nous retournerions au Moyen-Âge. Pour changer un comportement, il faut qu'une alternative soit proposée. Tout le monde ne peut pas acheter une voiture hybride, car il ne s'en construit pas assez. Pour emballer les aliments et les boissons dans autre chose que du plastique, il faut inventer un nouveau matériau (Nestlé va y consacrer jusqu'à 2 milliards). Pour encourager chacun à manger moins de viande, il faut d'abord créer un succédané végétal. Des solutions émergent, notamment en Suisse, mais il faut les tester et ensuite en augmenter massivement la production. Le rôle des banques est de repérer les futurs champions d'un mode de vie plus sain et d'encourager leurs clients à les soutenir.